

PREFECTURE des COTES-du-NORD

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION de l'ADMINISTRATION  
GENERALE et de la REGLEMENTATION

NOV 1970

2ème Bureau  
REGLEMENTATIONLe PREFET des COTES-du-NORD  
OFFICIER de la LEGION d'HONNEUR,

VU la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, modifiée et complétée par les textes suivants :

- loi du 20 avril 1932 ;
- loi du 21 novembre 1942 ;
- l'ordonnance n° 58-881 du 24 septembre 1958 ;
- le décret n° 58-1.458 du 27 décembre 1958 ;
- la loi n° 61-842 du 2 août 1961 ;
- le décret n° 64-303 du 1er avril 1964 ;

VU l'ensemble des textes et circulaires relatifs aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

VU la loi n° 62 -933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole ;

VU les circulaires ministérielles n° 876 du 31 juillet 1963 et n° 985 du 14 novembre 1963 ;

VU la demande présentée par M. PHILIPPE Yves, à TROIS-ROCHES, au lieu-dit "Moulin de la Roche" en vue d'être autorisé à exploiter à PLOUHAUD au lieu-dit "St-Barthélemy" (section A n° 490-491 du plan cadastral) une pisciculture, installation rangée dans la 2ème classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

VU les plans et documents annexés à cette demande ;

VU les résultats de l'enquête de commodo et incommodo ;

VU l'avis de M. l'Inspecteur des établissements classés ;

VU l'avis émis par les divers services techniques intéressés (vétérinaires, santé, construction) ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa réunion du 7 octobre 1970 ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

.../...

- 2 -

**A R R E T E :****ARTICLE 1er -**

M. PHILIPPE Yves est autorisé à exploiter à FLOUPRAGAN, au lieu-dit "St-Barthélémy" (section A N° 490-491 du plan cadastral), une pisciculture, installation rangée dans la 2ème classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, sous réserve : 1°) que M. PHILIPPE Yves s'engage à ne pas dépasser sa production de 19.9, 2°) de se conformer pour l'exploitation de cet élevage, aux indications des mémoires et plans visés, annexés au présent arrêté, 3°) d'observer les prescriptions de l'arrêté type N° 58 ci-joint.

**ARTICLE 2 -** Le présent arrêté ne confère au pétitionnaire aucun droit

à prise d'eau sur la rivière le Gouët. Il devra obtenir l'autorisation de prise d'eau dans les conditions prévues par le décret du 1er août 1905 portant règlement d'administration publique, en exécution de l'article 12 de la loi du 8 avril 1898. Au cas où M. PHILIPPE Yves ne recevrait pas l'autorisation prévue par ce règlement d'administration publique, le présent arrêté d'autorisation d'ouverture d'établissement classé deviendrait sans objet.

L'établissement ne pourra fonctionner qu'après visite de l'inspecteur des établissements classés constatant que toutes les dispositions prescrites par le présent arrêté sont satisfaites et après recensement des travaux (article 16 du décret du 1er août 1905) auquel procédera l'ingénieur chargé du service hydraulique, constatant que les prescriptions de l'arrêté hydraulique sont également satisfaites.

**ARTICLE 3 -** Toute transformation dans l'état des lieux, dans la nature de l'appareillage ou du travail, toute extension de l'exploitation par rapport aux plans et mémoires visés ci-joints et de nature à entraîner une modification des prescriptions énoncées dans l'arrêté-type ci-joint, devra faire l'objet d'une demande d'autorisation complémentaire.

Chaque changement d'exploitant devra être déclaré au préfet des Côtes-du-Nord.

**ARTICLE 4 -** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 5 -** La présente autorisation n'équivaut pas à un permis de construire mais n'est qu'une justification pour le solliciter, le cas échéant.

**ARTICLE 6 -** Un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives de la mairie de FLOUPRAGAN et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché à la porte de la mairie.

Un même extrait sera inséré par les soins de M. le maire de FLOUPRAGAN dans un journal d'annonces légales du département, aux frais de M. PHILIPPE Yves.

/.....

- 2 -

.....

A R R E T E :

ARTICLE 1er -

M. PHILIPPE Yves est autorisé à exploiter à PLOUPRACAN, au lieu-dit "St-Barthélémy" (section A N° 490-491 du plan cadastral), une pisciculture, installation rangée dans la 2ème classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, sous réserve : 1°) que M. PHILIPPE Yves s'engage à ne pas dépasser sa production de 12.5, 2°) de se conformer pour l'exploitation de cet élevage, aux indications des mémoires et plans visés, annexés au présent arrêté, 3°) d'observer les prescriptions de l'arrêté type N° 58 ci-joint.

ARTICLE 2 - M. PHILIPPE Yves,

devra, en outre, se conformer aux prescriptions édictées dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs tant par le livre II du code du travail que par les décrets réglementaires pris en exécution dudit livre.

ARTICLE 3 - Faute par M. PHILIPPE Yves,

de se conformer aux conditions ci-dessus (ainsi qu'à toutes celles qui pourraient ultérieurement être imposées dans l'intérêt de la salubrité ou de la sécurité publique), la présente autorisation pourra être suspendue sans préjudice des poursuites prévues par le titre V de la loi du 19 décembre 1917.

ARTICLE 4 -

La présente autorisation deviendrait caduque au cas où les installations qui en font l'objet ne seraient pas réalisées dans un délai de deux ans suivant la date de notification du présent arrêté. Il en serait ainsi également si l'établissement cessait d'être exploité pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 5 -

Toute transformation dans l'état des lieux, dans la nature de l'appareillage ou du travail, toute extension de l'exploitation par rapport aux plans et mémoires visés ci-joints et de nature à entraîner une modification des prescriptions énoncées dans l'arrêté-type ci-joint, devra faire l'objet d'une demande d'autorisation complémentaire.

Chaque changement d'exploitant devra être déclaré au préfet des Côtes-du-Nord.

ARTICLE 6 -

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 -

La présente autorisation n'équivaut pas à un permis de construire mais n'est qu'une justification pour le solliciter, le cas échéant.

ARTICLE 8 -

Un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives de la mairie de PLOUPRACAN et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché à la porte de la mairie.

Un même extrait sera inséré par les soins de M. le maire de PLOUPRACAN dans un journal d'annonces légales du département, aux frais de M. PHILIPPE Yves.

/.....

3

ARTICLE 9 - M. le secrétaire général de la préfecture,  
M. le maire de **PLOUFRAGAN**,  
~~M. le sous-préfet de~~  
M. le directeur des services vétérinaires, inspecteur  
des établissements classés,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent  
arrêté dont ampliation sera adressée à M **PHILIPPE Yves.**

pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à  
toute réquisition des autorités administratives ou de police.

SAINT-BRIEUC, le 21 OCT. 1970

POUR AMPLIATION  
LE DIRECTEUR



*[Signature]*

LE PREFET

*[Signature]*  
Secrétaire Général,

*[Signature]*

8.10.70